

MICHEL HAU

## Pourquoi l'Allemagne a-t-elle moins souffert de la désindustrialisation ?

Michel Hau est professeur émérite d'histoire économique et sociale à l'Université de Strasbourg et membre honoraire de l'Institut universitaire de France. Ses champs de recherches concernent l'histoire des entreprises – notamment le modèle rhénan –, l'étude des disparités de croissance interrégionales et l'histoire comparative de la France et de l'Allemagne. Il a publié, seul ou en collaboration, de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire économique et/ou industrielle de la France et de l'Allemagne.

DEPUIS 1974, l'Europe occidentale subit une désindustrialisation continue. Ce processus est plus lent en Allemagne que dans d'autres pays. Les facteurs du maintien d'une forte spécialisation dans les activités industrielles sont culturels : une longue période de morcellement politique a eu pour contrepartie l'essor d'un capitalisme dynastique soucieux de pérennité ; la Réforme protestante a contribué à la mise en place dans toute l'aire culturelle germanique d'un système d'enseignement valorisant le savoir professionnel ; le marxisme a pris une orientation réformiste qui a favorisé la mise en place de la cogestion, facteur de solidité des entreprises ; enfin, l'histoire a donné à l'Allemagne une longue tradition d'ouverture aux marchés extérieurs et tous les responsables politiques ou syndicaux intègrent le commerce international dans leur vision des choses. L'Allemagne tire de l'excédent de ses échanges de produits industriels un surplus d'emplois.

SINCE 1974, Western Europe is undergoing a continuous de-industrialisation. This process is in Germany slower than in other countries. Factors of its strong specialization in industry are cultural: a long period of political fragmentation has issued in compensation the rise of a dynastic capitalism concerned to protect its own durability; the Protestant Reformation has helped to establish in all germanic cultural area a schooling system enhancing the professional skills; marxism has moved towards a reformist orientation which has enhanced the co-determination, factor of strength of the companies; Germany has inherited a long tradition of openness towards foreign markets and international trade forms part of the vision of political leaders or union officials. Germany obtains a boost to its employment from its industrial trade surplus.

Durant les quatre décennies qui ont suivi le premier choc pétrolier, aucun taux de croissance du PIB n'a plus dépassé en Europe occidentale les 3 %, voire 2 % par an<sup>1</sup>. Ce ralentissement s'est accompagné d'une baisse de la part de l'industrie dans le PIB et la population active. Au début, les économistes attribuèrent ce phénomène de désindustrialisation aux progrès rapides de productivité du secteur secondaire et à l'externalisation de certaines tâches vers le secteur tertiaire<sup>2</sup>. Mais ils s'aperçurent bientôt que le processus de désindustrialisation des pays à haut revenu s'accompagnait d'une forte accélération de la croissance de la production industrielle en Asie<sup>3</sup>. Il faut donc admettre une thèse déplaisante, celle que le déclin relatif du secteur industriel dans l'économie européenne tient, pour une part plus ou moins importante, à une perte de compétitivité face à des concurrents extérieurs. C'est sur ce dernier point que les pays européens se départagent le plus nettement. L'Allemagne conserve une forte orientation vers l'industrie parce que son secteur secondaire continue à afficher un solde commercial positif. Le processus de désindustrialisation est plus lent Outre-Rhin et il semble même arrêté depuis le début des années 2000. Cette performance repose sur un ensemble de facteurs qu'il convient d'analyser.

---

1. Les pays à moindre niveau de vie d'Europe du Sud et de l'Est sont un peu plus dynamiques, mais il s'agit de phénomènes de rattrapage dont les ressorts s'épuisent progressivement.

2. Voir par exemple : Daniel Bell, *Vers la société post-industrielle : essai de prospective sociologique*, Paris, Laffont, 1976.

3. Voir notamment : Pierre Judet, *Les nouveaux pays industriels*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981.

## UNE DÉSINDUSTRIALISATION PARTIELLEMENT COMPENSÉE PAR DES RECONVERSIONS SUCCESSIVES

L'économie allemande n'a pourtant pas été épargnée par le processus européen de désindustrialisation. De 37 % de la valeur ajoutée produite au début des années 1970, la part de l'industrie manufacturière est tombée à 22,1 % en 2001. Mais ce pourcentage s'est stabilisé ensuite et reste aujourd'hui plus élevé que la moyenne de l'Europe occidentale : 19 % en 2018, soit le double du niveau français. L'Allemagne est même le seul pays de la zone euro à avoir connu une hausse de l'emploi industriel en valeur absolue depuis 2007.

Trois épisodes de désindustrialisation ont touché l'économie et la société allemandes depuis le début des années 1970. Le premier a été la crise du complexe charbon-acier. Dès les années 1960, le bassin de la Ruhr a connu des fermetures de mines de charbon à cause de la concurrence des hydrocarbures importés. À cette *Ölkrise* s'est ajoutée, à partir de 1975, une chute des prix de l'acier, causée par la concurrence d'usines sidérurgiques que le Japon et la Corée du Sud avaient installées en bord de mer. Le corollaire de ces crises a été l'exode de la partie la plus jeune et la plus active de la population. Une dynamique du déclin était ainsi enclenchée avant même les chocs pétroliers de 1973 et 1979<sup>4</sup>. Ceux-ci ont considérablement accru les difficultés dans la Ruhr, qui a été le territoire le plus fortement frappé par le chômage durant les années 1970-1980. Lorsque survint la nouvelle détérioration de la conjoncture des années 1990 à 1994, le ralentissement économique y fut fortement ressenti et le taux de chômage du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie connut deux pics successifs, l'un à 9 % en 1997 et l'autre à 10,3 % en 2005. La Ruhr souffre de la sous-scolarisation de sa population. Le pourcentage de jeunes diplômés professionnels y est plus bas que dans les régions de tradition rurale d'Allemagne du Sud. Ce paradoxe s'explique : l'industrie du XIX<sup>e</sup> siècle a apporté beaucoup de travail non qualifié et peu de promotion sociale à attendre. À cela se sont ajoutés les problèmes linguistiques : les mines et la sidérurgie ont recruté beaucoup d'immigrés qui ne parlaient pas l'allemand. Enfin, la confiance placée par les masses dans les possibilités de l'action revendicative a pu inhiber chez certains jeunes les efforts individuels de formation.

Les solutions adoptées par les pouvoirs publics pour mener à bien la reconversion ont été fondées sur le souci d'améliorer l'environnement

4. Hubert Kiesewetter, « Regionale Faktoren der Deindustrialisierung in Europa 1955-1995 », *Scripta Mercaturae*, 32/1 (1998), p. 44-63.

économique des entreprises. Cette politique a été préférée *a priori* aux aides financières directes, mais ces types d'intervention ne furent pas exclus pour autant. Des primes à la reconversion furent versées dans le cadre régional, national et européen. Les charbonnages allemands virent leur exploitation prolongée en vue de la production d'électricité thermique, à partir de 1974, grâce à une taxe spéciale sur la consommation d'électricité, le *Kohlepfennig*, qui resta en vigueur jusqu'en 1995. Grâce à ce soutien financier, les houillères de la Ruhr, ont continué à fonctionner jusqu'en décembre 2018, date de la fermeture de la dernière mine de charbon. Les grands groupes sidérurgiques, Thyssen, Krupp et Mannesmann, avaient profité de la bonne conjoncture des années 1950 et 1960 pour accumuler des réserves financières. Celles-ci leur ont permis de se diversifier vers la construction mécanique (ascenseurs, pièces pour l'automobile, équipements), qui valorisait leur production d'acier. Des investissements massifs ont été engagés par le *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie dans l'enseignement supérieur. Les universités de Bochum et d'Essen-Duisburg sont aujourd'hui les plus gros employeurs des villes où elles sont implantées, sans compter les *start-up* qui prolifèrent à partir des découvertes de leurs laboratoires. Au bout du compte, le *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie, après le pic de chômage de 2005, a retrouvé aujourd'hui une situation de quasi plein emploi, passant au-dessous du seuil de 5 % de chômeurs en 2016. Même le *Bezirk* d'Arnsberg, qui, au sein de ce *Land*, englobait une grande partie de l'industrie sidérurgique de la Ruhr, ne comptait déjà plus en 2016 que 5,4 % de chômeurs, chiffre à comparer avec les 13,3 % du Nord-Pas-de-Calais cette même année...

La deuxième vague de désindustrialisation a débuté peu de temps après la crise du complexe charbon-acier. Elle a frappé deux secteurs jusque-là très prospères de l'industrie allemande, la fabrication d'appareils photographiques et celle de matériel électronique grand public, qui subirent une véritable déroute devant la concurrence japonaise<sup>5</sup>. Quant à l'informatique et à la production des circuits intégrés, la seule concurrence susceptible d'inquiéter les fabricants américains est venue non pas de l'éphémère consortium franco-germano-néerlandais Unidata, mais des entreprises japonaises. À partir de 1973, la part de la RFA dans les

---

5. Les fabricants allemands de matériel audio et vidéo durent se contenter progressivement de produire sous licence, puis finirent même par importer les matériels (chaînes haute-fidélité, télévisions, magnétoscopes) de leurs concurrents japonais sous leur marque. En quelques années, ces derniers se substituèrent à eux comme fournisseurs du marché mondial. Cf. François Klein, « La déroute de l'électronique grand public allemande dans les années soixante-dix », *Entreprises et Histoire*, 27 (2001), p. 89-103.

exportations mondiales qui avait atteint 11,7 % cette année-là<sup>6</sup> a décliné au profit du Japon et des nouveaux pays industriels asiatiques.

Mais l'industrie allemande s'est adaptée à la nouvelle donne mondiale en se spécialisant davantage vers les biens d'équipement. Dans le secteur de l'électronique, les firmes allemandes les plus solides réussirent à se réorienter vers le matériel professionnel, telle la firme Telefunken, rachetée par AEG, elle-même bientôt rachetée par Daimler. Le secteur de la machine-outil réussit sa reconversion vers les machines à commandes numériques et résista à la poussée japonaise. Les entreprises allemandes n'ont renoncé à aucun secteur important, même dans le textile-habillement, quitte à délocaliser certaines opérations dans des pays à bas salaires comme la Tunisie. L'industrie allemande reste centrée avec succès sur ses spécialités traditionnelles : la métallurgie, la mécanique, l'automobile, la chimie et le matériel électrique professionnel<sup>7</sup>. La progression des salaires allemands a été maîtrisée dès 1975, ce qui a permis à l'industrie manufacturière de conserver sa compétitivité. Ses effectifs employés ont même continué à augmenter en valeur absolue jusqu'en 1981. La part de marché de l'Allemagne Fédérale, qui était tombée à 8,9 % des exportations mondiales en 1984, remonta à 12,1 % en 1990. Les exportations dépassèrent à nouveau celles du Japon et passèrent devant celles des États-Unis en 1987, ce qui plaça l'Allemagne au premier rang des pays exportateurs. À partir de 1986, le chômage recula de façon continue jusqu'à 1990, date à laquelle il se situa à 4,8 % de la population active.

La réunification de l'Allemagne remet tout en question. Les entreprises de l'ex-RDA avaient une productivité industrielle qui oscillait entre le quart et la moitié de celle de l'Allemagne de l'Ouest. Elles ne parvinrent pas à survivre au choc de compétitivité que représenta leur intégration sans transition, en juillet 1990, à l'économie de marché occidentale. Les nouveaux *Bundesländer* enregistrèrent une très forte poussée du chômage qui augmenta mécaniquement de plusieurs points de pourcentage le taux de chômage moyen de l'Allemagne réunifiée<sup>8</sup>. La *Treuhandanstalt*, holding d'État créée par le gouvernement Modrow peu avant les élections de mars 1990 pour moderniser les entreprises publiques et réorganisée ensuite

6. Il s'agit des exportations de biens. Cf. Adrien Ehram, *Analyse historique et comparée du commerce extérieur et de la croissance économique pour seize pays d'Europe occidentale entre 1957 et 2007*, mémoire de Master 2, Université de Strasbourg, 2010 ; d'après : ONU, *Annuaire statistique du commerce international*, New York, 1960-2009.

7. Yves Gauthier, *La crise mondiale, du choc pétrolier à nos jours*, Bruxelles, éd. Complexe, 1989, p. 304.

8. Alors qu'en 1991, le taux de chômage, dans les anciens *Länder*, était tombé à 3,9 %, celui des nouveaux *Länder* dépasse les 9 % au printemps de cette même année, ce qui porte celui de l'Allemagne réunifiée à près de 6 %.

pour assurer leur transfert au secteur privé, réussit quelques belles opérations, comme les reprises par Volkswagen du combinat IFA de Zwickau, producteur des fameuses Trabant, ou par Siemens du constructeur d'ordinateurs Robotron à Dresde. Mais, au cours de l'année 1991, elle dut réaliser 1,4 million de licenciements. L'emploi industriel passa dans les nouveaux *Bundesländer* de 4 millions de salariés en 1989 à 2,5 millions en 1991.

Les problèmes posés par la réunification affectèrent bientôt toute l'économie allemande, qui subit l'alourdissement de la fiscalité, le relèvement des taux d'intérêt, la hausse du niveau des prix intérieurs et la montée des tensions sociales. En 1991, pour la première fois depuis 1952, la balance des échanges de biens et services de l'Allemagne devint déficitaire et le resta jusqu'à 2000. En 2000, la part des exportations allemandes dans le commerce mondial était retombée à 9,1 %. Le taux de croissance du PIB stagna à 1,2 % par an en moyenne entre 1994 et 2003. Le taux de chômage de l'Allemagne réunifiée atteignit 10,7 % en 2005.

Mais, à partir de 1998, une politique de maîtrise des coûts salariaux mise en œuvre par la coalition rouge-vert redonna toute sa compétitivité à l'économie allemande. À l'Est, les améliorations apportées aux infrastructures rendirent le territoire de l'ancienne RDA plus attractif. Le taux de chômage moyen des nouveaux *Länder* convergea vers celui de l'ensemble de l'Allemagne, passant, en treize ans, de 20,5 % en 2001 à 7,9 % en 2013 (5,2 % cette même année pour l'ensemble de l'Allemagne). Après un pic de chômage en 2005, la croissance a repris grâce à l'essor des exportations d'articles manufacturés et l'Allemagne réunifiée est passée au-dessous de la barre des 5 % de chômeurs en 2016.

## LE PARADOXE D'UN PAYS-ATELIER À HAUTS SALAIRES

Les prophètes de la société post-industrielle prédisaient un monde où les pays riches se réserveraient les fonctions tertiaires supérieures et cantonneraient les «pays-ateliers» d'Asie dans les tâches de fabrication<sup>9</sup>. Mais l'exemple de l'Allemagne montre que les hauts salaires ne sont nullement incompatibles avec une spécialisation dans une industrie pourvoyeuse d'emplois. Grâce à l'excédent de ses échanges industriels, l'Allemagne peut donner à sa population un surcroît d'emplois sans recourir à l'accroissement de la dépense publique. Son taux d'emploi atteint en 2018 75,9 % de

---

9. Cf. Jean-Claude Daumas, «Une France sans usines : comment en est-on arrivé là? (1974-2012) », in J.-C. Daumas, Y. Kharaban, P. Mioche (dir.), *La désindustrialisation : une fatalité?* Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, p. 20.

la population en âge de travailler. C'est pourquoi le Revenu national net par habitant est en Allemagne de 44500 dollars contre 37300 en France, où le taux d'emploi (65,3 % en 2018) est de dix points inférieur<sup>10</sup>. En France, la croissance du secteur des services n'est pas parvenue à compenser le déclin accéléré de l'industrie manufacturière. Les revenus redistribués par les prestations sociales et les créations d'emplois de fonctionnaires pèsent lourdement, par la fiscalité, sur le secteur marchand et font beaucoup tourner les usines d'Asie... et d'Allemagne.

Le cas de l'Allemagne est d'autant plus intéressant à considérer que sa forte orientation industrielle va de pair avec un niveau relativement élevé des salaires dans le secteur secondaire. Plusieurs pays d'Europe de l'Est (Pologne, République tchèque, Slovaquie) ont une spécialisation industrielle encore plus prononcée, mais ils tirent parti de leurs bas coûts salariaux. En République tchèque, par exemple, l'industrie manufacturière fournit 27,9 % des emplois, mais les coûts de main-d'œuvre y atteignent seulement 12,6 euros de l'heure en moyenne contre 40 en Allemagne<sup>11</sup>.

Les économistes expliquent ce paradoxe allemand par le fait que les emplois industriels y sont fournis par des branches à forte valeur ajoutée : l'Allemagne, surtout dans sa partie méridionale, montre une forte orientation vers l'équipement professionnel, l'automobile haut de gamme, l'électronique et le médicament. À partir des années 2000, la force de la recherche privée allemande, deux fois plus importante en volume et trois fois plus productive en brevets que la recherche privée française, a creusé des différentiels de performance avec ses concurrentes. L'innovation de produit est celle qui génère le plus d'emplois<sup>12</sup>. C'est dans ce domaine que l'industrie allemande possède ses meilleurs atouts<sup>13</sup>. Saisissant l'occasion de la chute du « Rideau de fer » pour renouer d'anciennes relations avec l'Europe centrale et orientale, l'Allemagne a multiplié les opérations de sous-traitance avec ses voisins de l'Est. Ses entreprises, même petites et moyennes, ont montré une remarquable capacité à partager avec leurs homologues de ces pays la chaîne de valeur en tirant parti de leur main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse<sup>14</sup>.

10. OCDE, Données, 2018.

11. Eurostat, Base de données parthèmes / Population et conditions sociales / Marché du travail / Emploi et chômage / Emploi par sexe, âge et activité économique ; coûts de la main-d'œuvre.

12. Rupert Harrison, Jordi Jaumandreu, Jacques Mairesse et Bettina Peters, « Does Innovation Stimulate Employment ? A Firm-Level Analysis Using Comparable Micro Data on Four European Countries », *NBER Working Paper*, n° 14216, 2005.

13. Eurostat, « Innovation in Europe : Results for the EU, Iceland and Norway », *Office for official publication of the European Communities*, 2004.

14. Gabriel Wackermann, « La République tchèque : un décollage sous impulsion allemande », in G. Wackermann, V. Rey, C. Aquatias (dir.), *Mutations en Europe médiane*, Paris, CNRS-SEDES, 1997, p. 294-297.

Pour de nombreuses machines spéciales (traitement du caoutchouc et des matières plastiques, emballage, mécanique de précision), l'Allemagne a conservé des parts de marché oscillant entre 35 et 40 % du total mondial. Dans les machines-outils, la part du marché mondial détenue par l'Allemagne est descendue de 35 % en 1975 à 21 % en 1990, en raison de la concurrence japonaise, mais s'est stabilisée depuis. L'industrie allemande de l'automobile a réussi sa montée en gamme, conquérant des positions très solides sur le segment des grandes berlines de luxe et des quatre-quatre. L'Allemagne est restée un grand exportateur mondial de matériels électroniques et l'audio-visuel grand public a été avantageusement remplacé par l'imagerie médicale et les télécommunications. Même dans le textile-habillement, l'Allemagne a occupé, jusque dans les années 1990, une position de premier exportateur mondial. Dans les industries de l'aéronautique et de l'espace, restées longtemps un secteur peu développé après la fin de la guerre, elle a conquis la place de quatrième exportateur mondial derrière les États-Unis, l'Union Soviétique et la France, mais devant la Grande-Bretagne, ce que l'on n'aurait pas imaginé possible encore au début des années 1970. Enfin, dans le secteur agro-alimentaire, elle a rattrapé, puis dépassé la France, un des rares domaines où sa production était pourtant moins réputée que celle de sa voisine.

Le modèle économique allemand n'est pas sorti tout armé de la tête d'un économiste, fût-il le docteur Erhard, «père du miracle allemand». Il est le résultat d'un long processus historique. Le fonctionnement de l'économie allemande repose en effet sur des facteurs culturels profondément enracinés dans le mental collectif et pour les étudier, il faut parfois remonter très loin dans le temps.

## LA TRADITION DES CITÉS MARCHANDES

Tout commence avec le partage de l'empire carolingien en 843. Les deux grands pays issus de ce partage, la France et l'Allemagne, ont subi des destinées très différentes. La France capétienne s'est constituée en un État centralisé, alors que le royaume de Germanie, malgré le titre d'empereur décerné à son souverain en 962, est resté, jusqu'à la création de l'Empire allemand en 1871, un agrégat de petites principautés. De grandes cités marchandes ont pu s'y développer librement et passer entre elles des accords commerciaux. De grands réseaux d'alliance se sont constitués, dont le plus connu a été la Hanse, qui unissait de nombreuses cités marchandes autour de la mer du Nord et de la mer Baltique.

Le phénomène de morcellement politique a été particulièrement prononcé dans la partie rhénane, correspondant à l'ex-royaume de



Lotharingie. Ce fait historique coïncide avec un autre fait singulier : il se trouve que cette zone géographique a produit un nombre exceptionnel de dynasties patronales ayant atteint ou dépassé quatre générations. Ce n'est pas un hasard. La contrepartie de l'absence d'État centralisé a été la constitution d'un capitalisme vigoureux. Peu protégés par des États trop faibles pour pouvoir faire respecter des réglementations contraignantes et ne pouvant bénéficier de subventions venant de trésors publics aux ressources fiscales anémiques, les entrepreneurs se garantirent contre les retours de fortune en pratiquant une gestion rigoureuse de leur épargne et en tissant entre eux des réseaux serrés de solidarité. La capacité des patronats locaux à transmettre des entreprises de génération en génération a été l'une des faces cachées de la performance économique de l'Allemagne (et, plus largement, de l'Europe rhénane)<sup>15</sup>.

En 1871, lorsque l'Allemagne a réalisé son unité politique, le patronat allemand avait déjà développé des structures de concertation, indépendamment des États<sup>16</sup>. La nouvelle administration impériale s'est trouvée face à un patronat puissant avec lequel elle a coopéré sur un pied d'égalité. L'Allemagne n'a connu un régime d'économie dirigée que durant la Première Guerre mondiale, puis sous le III<sup>e</sup> Reich. Ces expériences ont constitué pour les économistes allemands un véritable repoussoir. Un courant de pensée favorable à l'économie de marché s'est développé dès le lendemain de la Première Guerre mondiale autour de la revue *Ordo*. Avant même l'effondrement du régime nazi, beaucoup d'experts allemands étaient secrètement favorables au nouvel ordre économique libéral préconisé par les Américains, en le corrigeant par des mesures sociales. Ludwig Erhard, professeur d'économie politique à Francfort, était leur chef de file. Son programme de réformes fut adopté par les chrétiens-démocrates<sup>17</sup>, à quelques semaines des élections législatives d'août 1949, qu'ils remportèrent. La République Fédérale fut, de tous les grands pays d'Europe occidentale, celui qui libéralisa le plus tôt et le plus complètement son économie. Ainsi, après deux courtes parenthèses d'économie de guerre, l'Allemagne a bien vite retrouvé la culture de ses cités marchandes d'autrefois.

15. Michel Hau, « Conclusion », in M. Hau (éd.), *Regards sur le capitalisme rhénan*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2009, p. 240.

16. Volker Hentschel, *Wirtschaft und Wirtschaftspolitik im wilhelminischen Deutschland. Organisierter Kapitalismus und Interventionsstaat*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1978 ; Richard Tilly, « The Growth of Large-Scale Enterprise in Germany since the Middle of the Nineteenth Century », in H. Daems, H. Van der Wee (éds.), *The Rise of Managerial Capitalism*, Louvain, Martinus Nijhoff, 1974 ; Hans Pohl, Wilhelm Treue, *Die Konzentration in der deutschen Wirtschaft seit dem 19. Jahrhundert*, numéro de *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, 11 (1978).

17. Le programme économique de la CDU fut présenté en juillet 1949 à Düsseldorf par un groupe de membres présidé par Franz Etzel, lui-même en contact étroit avec Ludwig Erhard.

Depuis 1945, la politique industrielle reste, en Allemagne, l'affaire des entreprises. L'État se donne seulement pour fonction de leur créer un environnement favorable. Quel que soit leur parti politique, les gouvernants allemands voient dans la politique industrielle à la française un risque de financer à fonds perdus des projets menant à des échecs commerciaux ou de maintenir à grands frais des secteurs condamnés. Ils préfèrent faire confiance aux capacités stratégiques des entreprises. Cela ne veut pas dire que les entreprises allemandes ne reçoivent pas d'aides publiques : leur montant total est même supérieur à ce qui est versé en France<sup>18</sup> mais ces aides passent beaucoup par le canal d'institutions indépendantes du pouvoir fédéral.

Les directions des entreprises allemandes sont habitées par un souci de pérennité qui caractérise ce que Michel Albert a appelé le « capitalisme rhénan ». Le poids des actionnaires appartenant à des dynasties patronales se fait sentir jusque dans de grands groupes<sup>19</sup>. La patience de leur actionnariat leur permet de concevoir des plans à long terme. La législation allemande s'est adaptée à cette réalité humaine. Pour répondre aux besoins de financement des entreprises de taille moyenne tout en préservant leur cohésion familiale, le *Reichstag* inventa en 1892 la « Gesellschaft mit beschränkter Haftung » (société à responsabilité limitée). Ce type de société combinait certains traits de la société de personnes et d'autres de la société de capitaux : les actionnaires étaient connus et ne pouvaient céder leurs parts aussi librement que dans une société anonyme. Mais, en cas de faillite, ils n'étaient responsables que du montant de leurs apports. La législation allemande a continué à favoriser la pérennité des entreprises familiales. L'impôt sur les successions en ligne directe a été moins relevé, au xx<sup>e</sup> siècle, qu'en France ou dans les pays anglo-saxons. Ces firmes familiales peuvent grandir rapidement et atteindre le niveau des entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 5 000 salariés). Ces entreprises sont deux fois plus nombreuses qu'en France. Elles constituent ce fameux *Mittelstand* qui est l'une des forces de l'industrie allemande.

18. En 2006, les aides publiques à l'industrie manufacturière se montaient en Allemagne à 13 milliards d'euros contre 7 en France. Cf. Guillaume Thibault, *Quelle stratégie industrielle pour la France face à la mondialisation ?*, Paris, Technip, 2008, p. 112.

19. Hervé Joly, *Patrons d'Allemagne. Sociologie d'une élite industrielle, 1933-1989*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 25-65 ; Hubert Watelet, « Vers un approfondissement factuel et théorique en histoire des entreprises », *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis / Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XXI (1990), p. 143-161 ; Jürgen Kocka, « "Comment" à propos du rapport d'Alfred D. Chandler et Herman Daems, "Investment Strategy in Europe, United States and Japan" », in K. Glaman, H. van der Wee (éd.), *Sixième Congrès International d'Histoire économique, Copenhague 1974*, Copenhague, Akademisk Forlag, 1978, p. 58 et p. 62-63 ; Jürgen Kocka, *Unternehmer in der deutschen Industrialisierung*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1975, p. 105-109.

## LA RÉFORME PROTESTANTE ET LA VALORISATION DU SAVOIR PROFESSIONNEL

Un autre élément culturel sous-jacent au système économique et social de l'Allemagne est la Réforme protestante. Le mouvement déclenché par Luther modela en profondeur l'Allemagne, en valorisant les vertus professionnelles comme une pratique conduisant au salut à l'égal de la prière et des sacrements. Une activité fut dès lors d'autant plus valorisée qu'elle était perçue comme utile.

Le courant luthérien fut influencé à la fin du <sup>xvii</sup>e siècle par un pasteur, Philipp Jakob Spener. Sa doctrine, le piétisme, conquiert rapidement des positions dominantes dans l'église de Prusse et, de là, dans toute l'aire culturelle germanique. En 1694 un disciple de Spener, Hermann Francke, créa à Halle un système d'enseignement qui allait être le creuset de tous les systèmes éducatifs des pays de langue allemande. Il ajouta, pour la majorité de ses élèves ne se destinant pas aux études juridiques ou théologiques, un cycle post-primaire dont l'enseignement se poursuivait entièrement en allemand au lieu du latin, la *Realschule* ou *Deutsche Schule*. Ses disciples y développèrent des enseignements à finalité commerciale et portant sur les matières économiques et scientifiques. Une des caractéristiques durables de l'enseignement secondaire allemand a été jusqu'à aujourd'hui la place tenue par la formation professionnelle. Aujourd'hui, la proportion d'une classe d'âge qui obtient l'*Abitur*, l'équivalent du baccalauréat français, est moins élevée qu'en France. Mais, en Allemagne, les non-bacheliers accèdent à des diplômes professionnels en plus grande proportion que leurs homologues français.

L'enseignement professionnel est géré, non par l'État, mais par les partenaires sociaux. Les entreprises allemandes consacrent à la formation initiale 3 à 4 % de leur masse salariale. Des passerelles permettent aux jeunes qui sont disposés à reprendre leurs études après l'obtention de diplômes professionnels d'accéder à des formations de techniciens supérieurs et d'ingénieurs. Les stagiaires restent généralement dans l'entreprise qui les a formés. Les entreprises s'efforcent d'entretenir des filières de formation qui leur coûtent cher, mais leur permettent de disposer d'une main-d'œuvre compétente et d'alléger ensuite l'encadrement. L'apprentissage est, en Allemagne, une filière plus valorisée qu'en France. Une partie des membres des directoires des plus grandes entreprises allemandes ont commencé leur carrière par l'apprentissage. L'avantage de l'industrie allemande en matière de force de travail est partagé par les industries autrichienne, suisse et néerlandaise. Il l'est également par l'industrie de l'Italie du Nord-Est, où une forte proportion de jeunes est inscrite dans l'enseignement technique et professionnel.

## UNE INTERPRÉTATION RÉFORMISTE DU MARXISME

C'est enfin l'histoire culturelle qu'il faut invoquer pour expliquer le système allemand de relations du travail. Une partie non négligeable des différences qui existent aujourd'hui entre le système économique et social de l'Allemagne et celui d'un pays comme la France tient à des divergences d'interprétation de la doctrine marxiste.

Les fondateurs du parti social-démocrate allemand étaient, comme Karl Marx, convaincus que la société socialiste était l'aboutissement inévitable de l'industrialisation. Karl Kautsky, ancien secrétaire de Friedrich Engels, gardien du dogme marxiste, s'attacha à lutter contre les tactiques insurrectionnelles qu'il qualifiait de « blanquistes ». Le programme d'Erfurt, adopté en 1891, renvoya à un avenir indéterminé le renversement du capitalisme, au terme d'une évolution jugée par ailleurs inéluctable, et se contenta d'un programme à court terme qui comportait l'élection au suffrage universel des assemblées d'État, l'impôt progressif sur le revenu et la journée de huit heures. En Allemagne, où l'industrialisation a été particulièrement vigoureuse, la classe ouvrière allemande s'est sentie assez forte pour modifier progressivement la société par une action de type réformiste. Les syndicats rassemblaient 4,2 millions d'adhérents en 1912. Disposant de caisses de grèves grâce à des cotisations élevées, ils étaient en mesure de faire peser sur les employeurs la menace de grèves longues.

Un autre élément de l'évolution du mouvement ouvrier allemand vers le réformisme fut la crainte que lui inspirait la Russie réactionnaire. Après l'ordre de mobilisation générale de l'armée russe lancé le 30 juillet 1914, la fraction sociale-démocrate du *Reichstag* vota, le 4 août 1914, les crédits de guerre. Même Karl Liebknecht, à l'aile gauche du SPD, vota dans ce sens, pour la seule fois et, comme il le déclara, par discipline de parti.

Le mouvement syndical allemand obtint avec la loi sur le service de la patrie (*Vaterländischer Hilfsdienst*) de décembre 1916 la création, dans toutes les entreprises d'au moins 50 ouvriers, de comités de travailleurs (*Arbeiterausschüsse*). Ce dispositif fut confirmé par l'accord conclu le 15 novembre 1918 entre Carl Legien, président de la commission générale des syndicats allemands, et Hugo Stinnes, représentant les organisations patronales. Se détournant de la révolution, les syndicats allemands centrèrent leur action sur la conquête d'un pouvoir dans l'entreprise. Ils furent reconnus comme représentants officiels des travailleurs, les conventions collectives reçurent force exécutoire et des instances paritaires

d'arbitrage furent constituées<sup>20</sup>. Peu de temps après, les comités d'entreprises (*Betriebsräte*) furent inscrits dans l'article 165 de la constitution de Weimar. L'accord Legien-Stinnes entre syndicats et patronat fit de l'entreprise une communauté de travail (*Betriebsgemeinschaft*), où la répartition de la valeur ajoutée devait faire l'objet d'un débat entre les parties prenantes. Cette expression délivra le vocabulaire politique allemand de la confusion entre patronat et entreprise.

L'évolution du mouvement ouvrier allemand vers le réformisme fut accélérée par le conflit ouvert qui éclata avec sa minorité révolutionnaire. La semaine du 6 au 12 janvier 1919 à Berlin vit les sociaux-démocrates portés au pouvoir par la révolution de novembre faire appel aux milices d'extrême-droite des *Freikorps* pour massacrer leurs frères ennemis communistes. Le premier acte de la tragédie s'était joué un an auparavant en Russie. Après l'installation du gouvernement bolchévique, les élections à la Constituante avaient donné la majorité à un autre parti socialiste, le parti socialiste révolutionnaire. Lénine avait alors dissout l'assemblée, fait tirer sur les manifestants qui protestaient et arrêter de nombreux militants socialistes révolutionnaires. Le danger communiste prit le relais de la peur de la Russie tsariste pour ramener les socialistes allemands dans une posture défensive<sup>21</sup>. La défaite du nazisme contribua à renforcer la notion de *Betriebsgemeinschaft*. Avec la disparition de l'État, l'entreprise fut pour les Allemands un espace de solidarité au milieu du chaos. Elle devint, après la perte des terres à blé de l'Est, l'indispensable gagne-pain, permettant de nourrir, en échange de produits fabriqués, des populations affamées. Elle apparut aussi comme une institution à protéger des réquisitions et des démontages projetés par les Alliés.

Le mouvement syndical allemand mit dès 1947 une sourdine à ses revendications de collectivisation du capital des grandes entreprises et donna la priorité à une pression en faveur de la cogestion (*Mitbestimmung*), c'est-à-dire la présence des syndicats dans les conseils de surveillance. Ce système avait déjà été institué à l'origine dans la zone d'occupation britannique par le gouvernement travailliste. Les choses s'accéléchèrent après le déclenchement de la guerre de Corée. Négociant directement avec Hans Böckler, responsable du *Deutscher Gewerkschaftsbund*, le chancelier Adenauer accepta le 25 janvier 1951 l'extension de la cogestion à toutes les entreprises sidérurgiques et minières d'Allemagne Fédérale en échange

20. Christian Baechler, *L'Allemagne de Weimar, 1919-1933*, Paris, Fayard, 2007, p. 96 ; Gerald Feldmann, Irmgard Steinisch, *Industrie und Gewerkschaften 1918-1924, Die überforderte Zentralarbeitsgemeinschaft*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1985, p. 135-137.

21. Hans Ulrich Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, t. IV, Munich, Beck, 2003, p. 209.

d'un soutien apporté au réarmement allemand. Hans Böckler accepta la prépondérance de la direction des entreprises en cas de partage égal des voix au sein du conseil de surveillance<sup>22</sup>. Les représentants des salariés y détenaient un tiers des sièges. Durant les années 1950, le SPD et le DGB réclamèrent que cette part soit portée à la moitié. En 1971, les comités d'entreprise (*Betriebsräte*) reçurent le droit de donner leur accord préalable à toute décision sur les horaires de travail, les congés, les recrutements et les promotions (en France, leur avis n'est que consultatif, l'arbitrage étant confié à l'Inspection du Travail et aux tribunaux). En 1976, la cogestion fut étendue à toutes les entreprises de plus de 2 000 salariés et les salariés obtinrent la parité avec les actionnaires dans les conseils de surveillance<sup>23</sup>. La loi de 1976 stipula que le président et le vice-président devaient être élus à la majorité des deux tiers.

Cette gestion plus consensuelle n'empêche pas les conflits, mais les rend économiquement moins dévastateurs. Le nombre de journées perdues pour fait de grève est l'un des plus faibles parmi les pays où le droit de grève existe concrètement. La législation allemande prévoit un système d'arbitrage et fait tout pour éviter les grèves. Celles-ci ne peuvent être déclenchées qu'après un vote à bulletin secret et à majorité qualifiée. Pendant la durée d'un accord, les syndicats s'engagent à ne pas contester ses dispositions de manière conflictuelle. Enfin, les fonctionnaires ne possèdent pas le droit de grève, même s'il leur arrive de passer outre à l'interdiction édictée par la loi.

Le syndicalisme allemand se prête bien à ce modèle de gestion de l'économie. Il n'est pas lié à un parti politique, même s'il est proche du SPD. Il est confédéré pour la majeure partie en une organisation unique, le *Deutscher Gewerkschaftsbund* (DGB), et peut faire reposer sa puissance sur le nombre de ses cotisants. Au milieu des années 1970, le DGB était fort de 7,4 millions d'adhérents, soit un tiers des salariés, correspondant, pour l'essentiel, à des ouvriers d'industrie. Les conflits avec le patronat sont gérés dans une optique économique et professionnelle. Le DGB admet que soient prises en considération les exigences d'une économie de marché. Ses revendications sont fortes quand la conjoncture est favorable, mais sont mises en sourdine dans le cas contraire.

Lorsque la réunification monétaire du 2 juillet 1990 engendra des tensions inflationnistes et éroda la compétitivité de l'industrie allemande, la dégradation de la balance commerciale déclencha l'alarme chez les

22. Dennis L. Bark, David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 261-262.

23. Karl Lauschte, *Mehr Demokratie in der Wirtschaft. Die Entstehungsgeschichte des Mitbestimmungsgesetzes von 1976*, Düsseldorf, Hans-Böckler-Stiftung, 2006.

syndicats allemands eux-mêmes. Le syndicat *IG Metall* décida de réviser ses revendications en matière de hausse des salaires et d'abaissement de la durée du travail. Lors de congrès tenu à Berlin en novembre 1995, son président Klaus Zwickel proposa un «*Bündnis für Arbeit*» (pacte pour l'emploi) entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, où un engagement de modération salariale serait échangé contre des garanties d'emploi<sup>24</sup>. C'est à la coalition rouge-vert parvenue au pouvoir en 1998 que revint la tâche ingrate de réaliser un programme de restriction des dépenses sociales et d'allègement des charges pesant sur les entreprises. La nouvelle législation exonéra les emplois précaires de charges sociales, repoussa l'âge de la retraite à 65 ans et réduisit la durée d'indemnisation du chômage à 12 mois. Cette politique de maîtrise des coûts menée par un gouvernement à majorité socialiste permit à l'Allemagne de compenser par la reprise des ventes à l'étranger la dépression de sa demande intérieure et de relancer l'emploi sans devoir faire appel à un endettement supplémentaire de ses collectivités publiques.

## FRIEDRICH LIST NE FUT PAS PROPHÈTE EN SON PAYS

L'histoire a donné à l'Allemagne une longue tradition d'ouverture aux marchés extérieurs. Durant toute l'époque moderne, les petits États de la vallée du Rhin et des rives de la Mer du Nord avaient pratiqué, par nécessité, une politique d'ouverture aux échanges extérieurs. L'étroitesse de leur marché domestique avait habitué les producteurs à vendre au loin. Un seul État allemand aurait eu un poids économique suffisant pour s'engager dans une politique protectionniste : la Prusse. De fait, Frédéric II protégea les manufactures de son royaume par des prohibitions. Mais celles-ci s'y développèrent moins vite que dans les petites principautés rhénanes ouvertes à tous les vents de la concurrence internationale<sup>25</sup>. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les idées d'Adam Smith triomphèrent en Prusse avec les enseignements donnés à l'Université de Königsberg. Lorsque la Prusse dénonça les engagements auxquels elle avait dû souscrire dans le cadre du Blocus Continental imposé par Napoléon, elle s'orienta vers un nouveau système tarifaire qui prévoyait des droits peu élevés sur les produits fabriqués essentiels.

24. Serge Milano, *Allemagne. La fin d'un modèle*, Paris, Aubier, 1996, p. 264.

25. Herbert Kisch, *Die hausindustriellen Textilgewerbe am Niederrhein vor der industriellen Revolution*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1981 ; Peter Kriedte, *Eine Stadt am seidenen Faden*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1991.



Le 1<sup>er</sup> janvier 1834 entra en vigueur le *Zollverein*, une union douanière couvrant un territoire qui correspondait à peu de chose près à celui du futur Empire allemand. Malgré la pression exercée par la Saxe, le Wurtemberg et la Bavière en faveur d'un tarif extérieur commun protectionniste, c'est le point de vue prussien, favorable à des droits modérés<sup>26</sup>, qui l'emporta. Contrairement à ce que répètent nombre d'auteurs français<sup>27</sup>, le grand théoricien allemand du protectionnisme, Friedrich List, n'a guère été prophète en son pays ! À la différence du tarif douanier français, le tarif extérieur commun du *Zollverein* ne comportait pas de prohibitions et faisait une large place au régime de l'admission temporaire, qui permettait l'admission en franchise de produits semi-finis réexportés après transformation. Les relèvements de droits de douane décidés par Bismarck en 1879 concernèrent les produits agricoles, le textile et les produits sidérurgiques semi-finis, mais ne protégèrent pas les industries nouvelles (colorants, appareils électriques, machines), contrairement aux théories de List sur le « protectionnisme éducateur »<sup>28</sup>.

À partir de 1891, sous l'impulsion du chancelier Caprivi, l'Allemagne passa de nombreux accords commerciaux dérogeant à la loi de 1879. Une faible taxation des produits bruts ou semi-finis importés et une politique dynamique de conclusion d'accords commerciaux allaient favoriser l'essor des exportations de l'industrie manufacturière allemande. Pays dont les exportations étaient constituées de produits fabriqués, l'Allemagne savait que la réalisation d'un État commercial fermé ferait régresser son économie, avec le risque qu'une partie croissante de sa population active choisît d'émigrer. L'Allemagne avait, à la veille de la Première Guerre mondiale, une législation douanière moins protectionniste pour les produits manufacturés que la France, taxant ceux-ci en moyenne de 13 % à l'importation contre 20 % pour la France<sup>29</sup>.

Après la parenthèse des deux guerres mondiales, l'Allemagne Fédérale adopta un système de taxation *ad valorem* proche de celui, très modéré, des pays du Benelux<sup>30</sup>. Le thème de l'exportation de produits industriels

26. Béatrice Dedinger, « Le protectionnisme est-il la clé du succès commercial allemand à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 40 (2008), p. 75-99, p. 89.

27. Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008, p. 295.

28. Béatrice Dedinger, « Le protectionnisme est-il la clé du succès commercial... », *art. cit.*, p. 84-86.

29. *Tariff Level Indices*, International Economic Conference, S.D.N., Genève, 1927, p. 15 ; Paul Bairoch, *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe*, Paris, Mouton, 1976, p. 53 ; Jean-Pierre Dormois, *La défense du travail national. L'incidence du protectionnisme sur l'industrie en Europe (1870-1914)*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2008, p. 103.

30. Sylvie Lefèvre, *Les relations économiques franco-allemandes de 1945 à 1955. De l'occupation à la coopération*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière, 1998, p. 317.



dans un monde ouvert aux échanges remplaça celui de la conquête par les armes de l'espace vital. La nécessité de résorber un chômage culminant à 12,2 % de la population active en mars 1950 poussa à refuser toute mesure risquant d'affaiblir ses entreprises par rapport à leurs concurrentes étrangères. En Allemagne, il n'y a pas de ministre du commerce extérieur. Mais on peut dire qu'il y en a quatre-vingts millions ! Tous les responsables politiques, administratifs ou syndicaux intègrent le commerce extérieur dans leur vision des choses. C'est pourquoi le système de sécurité sociale s'est développé en veillant soigneusement à équilibrer la contribution des entreprises et celle des ménages<sup>31</sup>. Le montant des prestations sociales avait déjà été accru régulièrement sous la République de Weimar en maintenant la parité du financement entre employeurs et salariés et en complétant le tout par des fonds publics<sup>32</sup>. Après 1945, le développement du *Sozialstaat* a continué selon les mêmes principes, avec une participation croissante de l'État. Ainsi, en 1964, les allocations familiales furent mises exclusivement à la charge du budget fédéral par la loi instituant le *Bundeskindergeld*. La grande réforme des retraites de 1972, qui mettait fin à la corrélation entre prestations et contributions, fut financée également par l'État fédéral<sup>33</sup>. Le taux de marge des entreprises allemandes (excédent brut d'exploitation par rapport à la valeur ajoutée brute) fluctue depuis le début des années 1950 autour de 40 % contre 30 % pour les entreprises françaises<sup>34</sup>.

Confiante dans la compétitivité de ses entreprises, l'Allemagne a tout de suite examiné avec bienveillance les demandes de baisses du tarif extérieur commun de la Communauté Économique Européenne. Dès la négociation du traité de Rome, les chambres de commerce allemandes avaient pris parti pour l'inclusion de l'Europe des Six dans la zone de libre-échange proposée par les Britanniques<sup>35</sup>. Ludwig Erhard partageait leur point de vue. Il fallut toute la force de la diplomatie gaulliste pour empêcher une mesure qui

31. Hartmut Kaelble, « Die Nachkriegszeit in Frankreich und Deutschland (1945-1955/57) », in I. Mielck, P. Guillen (dir.), *Nachkriegsgesellschaften in Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert, Sociétés d'après-guerre en France et en Allemagne au 20<sup>e</sup> siècle*, Munich, Oldenbourg, 1998, p. 123-142, p. 138.

32. Catherine Maurer, « Finances publiques et État-providence : l'évolution des dépenses d'assistance et protection sociale dans l'Allemagne de la république de Weimar et du III<sup>e</sup> Reich », in Comité pour l'histoire économique et financière, *Études et Documents*, V, 1993, p. 237-260, p. 242.

33. Michel Hau, *Histoire économique de l'Allemagne*, Paris, Economica, 1994, p. 175.

34. INSEE, Taux de marge, d'investissement et d'autofinancement des sociétés non financières en 2016. Données annuelles 1950-2016, 30 avril 2017 [En ligne : [www.insee.fr/fr/statistiques/2830260](http://www.insee.fr/fr/statistiques/2830260)]; V. Baugnet, T. de Keyser, « Marges bénéficiaires des entreprises : évolution récente dans un contexte de forte inflation », *BNB Revue économique*, sept. 2015, p. 45-58, p. 50.

35. Martial Libera, *Diplomatie patronale aux frontières. Les relations des chambres de commerce frontalières françaises avec leurs homologues allemandes (1945-milieu des années 1980)*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2017.

aurait dissous l'Europe des Six dans une vaste zone de libre-échange. Après l'échec de la tentative britannique, les États-Unis cherchèrent à obtenir, dans le cadre du GATT, une baisse générale des tarifs douaniers. L'Allemagne soutint avec constance la pression américaine pour un abaissement du tarif extérieur commun. Au cours de négociations successives menées dans le cadre du GATT, du *Dillon Round*, en 1961 à l'*Uruguay Round* en 1994, l'Allemagne a agi dans le sens d'un glissement du Marché Commun vers le libre-échange mondial, de façon à avoir les coudées plus franches pour développer ses exportations dans le monde entier.

À la suite des diverses mesures de désarmement douanier, l'évolution des balances commerciales a exercé une influence de plus en plus significative sur les taux de croissance du PIB dans les différents pays d'Europe<sup>36</sup> : ceux-ci ont retiré des avantages très inégaux de cette ouverture à l'échelle mondiale. En Allemagne, le commerce extérieur contribue à une création nette d'emplois<sup>37</sup> alors que c'est la situation inverse qui prévaut dans les pays structurellement déficitaires comme la France. La propension de l'économie allemande à exporter étant en permanence supérieure à sa propension à importer, sa croissance se nourrit des excédents commerciaux. L'Allemagne obtient par le commerce extérieur une expansion de la demande adressée à ses producteurs et un supplément d'emplois pour sa population en âge de travailler.

Depuis bientôt un demi-siècle, les médias célèbrent à l'envi le modèle français d'économie tertiarisée et promettent qu'il dépassera le modèle allemand, trop dépendant de l'exportation. En 1973, le *Hudson Institute* prévoyait qu'en 1985 le PNB par habitant de la France dépasserait de 12,7 % celui de l'Allemagne<sup>38</sup>. Il a fallu très vite déchanter. En 1985, le PNB par habitant de la France, au lieu d'être largement supérieur à celui de l'Allemagne comme le prévoyait le *Hudson Institute*, lui était de 6,2 % inférieur<sup>39</sup>. En 2018, il lui était de 16 % inférieur<sup>40</sup>.

36. A. Ehlsam, *Analyse historique et comparée du commerce extérieur... op. cit.*, p. 120-123 ; Daouda Diop, *PIB comparés des différents pays d'Europe occidentale depuis le traité de Rome (1957-2007)*, thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2011, p. 245-247.

37. Eric Rugraff, « Le "modèle" de croissance économique par les exportations : une solution pour les pays en crise? », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 45 (2013), p. 201-210, p. 202.

38. Edmund Stillman, James Bellini, William Pfaff, Laurence Schloesing, Jonathan Story, *L'envol de la France dans les années 1980*, Paris, Hachette, 1973, p. 27.

39. Banque mondiale, *Revenu National Brut par habitant en dollars ppa internationaux courants*.

40. Pour l'Allemagne et la France, les revenus nationaux bruts par habitant sont respectivement de 53 680 et 45 804 dollars et les revenus nationaux nets par habitant de 44 486 et 37 317 dollars (OCDE, Données, 2018).

Le cas allemand offre un démenti à ceux qui, à la suite de Daniel Bell et d'Alain Touraine, prophétisaient l'entrée des nations avancées dans une nouvelle ère, celle de la société « post-industrielle » basée sur la connaissance et l'information<sup>41</sup>. Comme le remarque l'historien Jean-Claude Daumas, l'idée qu'un pays puisse se spécialiser dans des activités de recherche-développement tout en renonçant aux activités de production « suppose que le savoir et le savoir-faire puissent être doublement séparés alors qu'une grande partie de l'innovation est réalisée là où se trouve l'industrie »<sup>42</sup>. La performance de l'économie allemande montre que, dans un monde de concurrence internationale, le maintien d'une industrie exportatrice évite que la croissance économique ne soit freinée par la contrainte extérieure. Dans les pays en déficit commercial structurel, la croissance se maintient au-dessous de la croissance potentielle, c'est-à-dire celle que l'on pourrait calculer à partir de la hausse de la population en âge de travailler.

L'excédent commercial allemand est souvent interprété comme une exportation du chômage vers d'autres pays. Faut-il s'en scandaliser et reprocher à la République Fédérale de poursuivre une politique économique non coopérative ? Dès lors qu'il n'y a plus de frontières douanières ni de dévaluations susceptibles d'atténuer la compétition économique entre les territoires, le jeu des échanges favorise tout naturellement ceux qui possèdent une base exportatrice. Ce n'est pas nouveau. Les études sur les disparités de croissance économique régionale montrent que le phénomène de redistribution des emplois joue de façon très intense à l'intérieur de chaque pays depuis la création des chemins de fer.

41. Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society : A Venture in Social Forecasting*, New York, Basic Books, 1973, traduction française : *Vers la société post-industrielle : essai de prospective sociologique*, Paris, Robert Laffont, 1976 ; Alain Touraine, *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris, Denoël, 1969.

42. J.-C. Daumas, « Une France sans usines : comment en est-on arrivé là ? », *art. cit.*, p. 23.